

mette de culbuter ce cabinet, en se rencontrant avec les dissidents sur un même terrain, sans se confondre avec eux.

Le jeu de bascule que nous signalons donne lieu parfois à de singuliers contrastes. Ainsi, au mois de décembre, deux ministres ont, à deux ou trois jours de distance, obtenu les honneurs de l'affichage pour leurs discours. L'un, M. Caillaux, ministre des finances, a fait le procès rétrospectif de la Restauration, de la Monarchie de juillet et de l'Empire; et, justifiant toutes les folies financières du régime actuel, il s'est efforcé de soutenir la thèse absurde que les budgets d'aujourd'hui sont plus satisfaisants que ceux d'autrefois. Les jacobins de la gauche ont tressailli d'aise, et ont voté d'emblée le placardage de cette pantalonnade. A une séance subséquente, M. Leygues, ministre de l'Instruction publique, interpellé par les socialistes au sujet de peines disciplinaires décrétées contre un professeur de l'Université pour cause d'injures à l'armée nationale, a défendu cette mesure, fait l'éloge de l'armée et proclamé que les fonctionnaires de l'enseignement public devraient être les derniers à affaiblir dans les âmes le culte de la patrie. Aussitôt, les progressistes et la droite ont demandé l'affichage de ce discours, et il a été voté malgré la gauche socialiste.

Pour nous servir de l'expression d'un journal parisien, le gouvernement Waldeck-Rousseau change de majorité, et voilà comment il garde le pouvoir. C'est heureux pour lui, mais c'est fâcheux pour la France et pour le régime parlementaire français.

Ce qu'il faudrait en ce moment, ce serait l'organisation d'un grand parti d'opposition. La guerre au régime Waldeck est devenue un devoir pour tous les honnêtes gens. Progressistes ou républicains modérés, nationalistes, catholiques constitutionnels, monarchistes ralliés ou non ralliés, sont tous d'accord à proclamer que le ministère actuel